



Le gouvernement et le patronat veulent notre peau

C'est maintenant qu'il faut les affronter !

1,2,3 attaques...

Le gouvernement et le patronat sont en train de nous attaquer par tous les côtés. Alors que les patrons appliquent les accords dits « de compétitivité » un peu partout, le gouvernement s'apprête à faire passer sa contre-réforme des retraites et annonce l'austérité budgétaire ainsi qu'une hausse des impôts pour 2014 qui vont lourdement peser sur les classes populaires.

1. Un accord gagnant – perdant

Il n'aura pas fallu bien longtemps aux patrons pour commencer à mettre en pratique l'Accord National Interprofessionnel (ANI), signé en juin dernier entre le patronat, le gouvernement et certaines centrales syndicales (CFDT, CFTC, CFE-CGC). Il a ouvert la voie à une multitude d'accords entreprise par entreprise qui facilitent les licenciements et donnent la possibilité aux patrons de baisser les salaires tout en augmentant le temps de travail ! Le patronat en rêvait, Hollande l'a fait ! Un accord gagnant-gagnant disaient-ils ? Ainsi des milliers de salariés sont en train d'en faire les frais.

2. Au revoir la retraite...

Dans la continuité de Chirac et Sarkozy, la réforme des retraites va allonger encore plus la durée de travail (43 ans), tout en augmentant la part des salariés dans le financement de la sécurité sociale alors que les patrons continuent de bénéficier d'exonérations. Résultat : alors que le premier emploi stable n'arrive pas avant l'âge de 27 ans aujourd'hui, les futures générations devront choisir entre crever au boulot ou partir avec des pensions de misère !

3. Une fiscalité en faveur du patronat

Jamais deux sans trois. Le gouvernement vient d'annoncer son budget 2014 qui prévoit à la fois des coupes budgétaires ainsi qu'une hausse des impôts. Ce sont donc des milliers d'emplois et la qualité des services publics comme la santé qui sont sacrifiés. Et pendant que 1,3 millions de familles vont payer en moyenne 64 euros de plus par mois avec la baisse du plafond du quotient familial, la TVA, l'impôt le plus inégalitaire, va

augmenter à partir du 1^{er} janvier prochain. Ces recettes vont notamment permettre à l'Etat de financer le fameux crédit d'impôt compétitivité de l'ordre de 20 milliards d'euros en faveur des entreprises. Au final, ce sont donc les travailleurs et les classes populaires qui devront payer une fois de plus les cadeaux fiscaux aux patrons !



Ce sont 3 attaques d'ampleur sur nos salaires et notre pouvoir d'achat qui ne peuvent que dégrader nos conditions de vie. Pendant ce temps-là, Valls joue la carte de la diversion raciste en faisant croire que le problème serait les campements de Roms. Il est donc plus que temps de réagir et d'affronter ce gouvernement au service des patrons !

Se mobiliser pour gagner !

Les manifestations du 10 septembre contre la réforme des retraites ont montré que des dizaines de milliers de salariés ne veulent pas laisser passer cette attaque. Mais la confédération de la CGT n'appelle qu'à une semaine de mobilisation un mois plus tard le 7 et 11 octobre prochains, et sans appeler encore à la grève. Ce n'est pas comme cela qu'on va pouvoir faire reculer le gouvernement.

Pourtant, ce n'est pas la colère qui manque. A PSA, face à l'application des accords de compétitivité, les salariés sont nombreux à débrayer depuis des semaines dans la plupart des sites, y compris à Saint-Ouen ! Et il y a plein d'autres entreprises sur la ville qui appliquent ou préparent des accords du même type. Il y en a même qui se voient pousser de créer des sections syndicales combattives pour réagir à ces attaques, comme dans le secteur des taxis à Saint-Ouen.

La santé est une autre cible d'attaques et les salariés ne se laissent pas faire : depuis trois semaines, les travailleurs de l'Hôtel-Dieu occupent leur hôpital pour empêcher la fermeture du service des urgences, et reçoivent de nombreux soutiens. Enfin, les femmes de chambre de l'hôtel de luxe Hyatt à Paris ont montré que même les travailleurs les plus précaires peuvent obtenir des victoires quand ils se battent sérieusement.

Faire converger ces colères, construire un mouvement d'ensemble capable d'affronter avec confiance le gouvernement et le patronat, voilà l'objectif qu'il faut se donner. Les collectifs, Intersyndicales, assemblées de ville et interprofessionnelles, à l'image de ce qui s'est fait à Saint-Denis à la rentrée et en 2010 pendant le mouvement des retraites peuvent être un bon point d'appui en ce sens.

Petite chronique d'une lutte locale

Grève victorieuse au lycée Marcel Cachin

Ce jeudi 19/09, il n'y avait pas cours au lycée, les élèves le savaient. Leurs enseignants étaient majoritairement en grève en soutien à 3 surveillantes, étudiantes étrangères, qui risquaient d'être licenciées pour une histoire de délai du renouvellement de leurs papiers. Les élèves avaient fait tourner leur propre pétition, signée par centaines.

Ils sont pourtant venus nombreux dès le matin, pour manifester leur soutien. Par contre, impossible de bloquer l'entrée du lycée. Le proviseur s'était déplacé en personne, accompagné de vigiles, pour assurer l'ouverture du portail et avertir que le lycée allait fonctionner normalement.

Mais manque de bol, la solidarité construite les jours précédents a été plus forte. Les quelques enseignants non-grévistes se sont retrouvés seuls car les élèves ont refusé d'aller en cours. Puis les agents d'entretien se sont à leur tour joints aux grévistes, sortant du lycée bras dessus bras dessous sous les yeux de la direction !

La police a fini par s'inviter, pour faire en sorte que la situation dégénère. Mais après de brèves altercations, les élèves comprennent qu'il ne faut

pas tomber dans le piège et rejoignent l'AG improvisée devant le lycée.

Le succès de la grève est total. Les élèves commencent à mettre en avant leurs propres revendications, notamment sur l'emploi du temps qui leur a été imposé. Le mot d'ordre scandé est « on veut sauver nos surveillants on veut changer l'emploi du temps ! » Il est décidé de rejoindre la manifestation des lycées du 93. Une nouvelle AG suivie d'une éventuelle nouvelle journée de grève est appelée pour le début de la semaine suivante.

Mais la mobilisation ne tarde pas à porter ses fruits : alors que le cortège venait de quitter le lycée, nous apprenons que les 3 surveillantes auront des récépissés et leurs contrats reconduits.

En à peine 3h, la direction a trouvé une solution à ce qu'elle disait être impossible. Une belle démonstration de la force de la mobilisation. Un bel exemple de solidarité aussi, surtout en ces temps de montée des idées xénophobes...

